RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - Liberté - Egalité - Fraternité



Elections Législatives du 23 Novembre 1958

Première Circonscription (TULLE)

Pierre PRANCHÈRE

DÉPUTÉ SORTANT

Candidat du Parti Communiste Français

Electrices, Electeurs,

Bien que jeune, il n'a que 31 ans, Pierre Pranchère a déjà un long passé de lutte au service des intérêts des travailleurs des villes et des champs qui se confondent étroitement avec l'intérêt du pays. Il s'est élevé à la ferme familiale de St-Merd-de-Lapleau. A peine âgé de 12 ans, il obtient son certificat d'études et se consacre ensuite aux travaux de la terre.

Paysan lui-même, il connaît bien les difficultés que rencontrent ces derniers. Malgré ses occupations, chaque année il trouve le temps pour participer aux travaux d'été.

A 16 ans, il participe activement à la Résistance et devient un ravitailleur des premiers groupes du maquis. Par la suite il participe aux actions de la 2346e Cie F.T.P.

En 1945 il donne son adhésion à la Jeunesse Communiste et après la Libération il devient un des animateurs de l'U.J.R.F. en Corrèze.

Il milite activement dans le mouvement syndical paysan et en particulier aux jeunes de la C.G.A. dont il est élu Secrétaire Général en 1947.

En 1951, il est investi de la responsabilité de Secrétaire de la Fédération Communiste. Il acquiert très vite au contact des luttes de la classe ouvrière les connaissances d'un dirigeant du Parti Communiste, avant-garde consciente et organisée de la classe ouvrière.

Elu député le 2 janvier 1956, il sera l'un des plus jeunes élus de l'Assemblée Nationale et de ce fait fut l'un des Secrétaires d'âge aux côtés du doyen notre vénéré et regretté camarade Marcel Cachin.

Au cours de son mandat il a déployé une intense activité et il est intervenu à différentes reprises à la tribune de l'Assemblée pour la défense des travailleurs de l'Etat, des exploitants agricoles, pour la paix en Algérie et pour les revendications des jeunes soldats.

A la Commission de la Défense Nationale il a présenté et fait adopter à l'unanimité de nombreux rapports sur des propositions de lois dans l'intérêt des travailleurs de l'Etat. A titre de suppléant il a également participé aux travaux de la Commission de l'Agriculture.

Les responsables des organisations syndicales ouvrières, paysannes et professionnelles savent le dévouement qu'il a apporté pour la solution de leurs justes et légitimes revendications.

Le travail qu'il a si bien commencé, Pierre Pranchère le poursuivra demain avec encore plus d'ardeur si les électeurs de la circonscription de Tulle lui en donnent la possibilité.

La Fédération du P.C.F.

Le programme que je vous propose et pour la réalisation duquel je travaillerai, c'est celui du Parti Communiste.

QUE CONSTATONS-NOUS, APRES LES MULTIPLES PROMESSES NON TENUES ?

Que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, que la crise économique menace, que réductions d'horaire et début de chômage frappent déjà les travailleurs.

En Algérie, la guerre s'éternise.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre, et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le Socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le Socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science. Il est l'avenir de la société humaine.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 p. cent, apportant au grand patronat des profits fabuleux. Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir. Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les Républicains, il est nécessaire qu'il y ait un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1°) **RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions, des prestations familiales, car il y a un excédent de recettes de 70 milliards par an qui devrait aller aux familles.

Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage, aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise menacés par les monopoles.

2°) **PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3°) **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusives, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4°) **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

- de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française;
- de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5°) **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6°) **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :**

- par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution;
- par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques, liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion;
- par le contrôle du peuple sur ses élus;
- par une large autonomie communale et départementale. Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

La réalisation de ce programme est une des conditions du développement économique du département.

Sa réalisation répondrait aux soucis par exemple de ces travailleurs du bâtiment de Tulle dont une trentaine viennent d'être licenciés, des centaines de travailleurs des barrages réduits au chômage par suite de la fin des travaux, du personnel de la Marqueterie du Centre à Tulle dont l'horaire a été ramené à 40 heures et dont chaque semaine quatre ouvriers sont mis à pied à tour de rôle. Ce n'est là que quelques exemples pris parmi tant d'autres de la situation dramatique dans laquelle se trouve la classe ouvrière.

Une politique de paix, faisant payer les riches, favorisant les travailleurs, allègerait notre économie en la débarrassant des taxes de vie chère, conséquences inévitables des charges écrasantes de la guerre d'Algérie. Elle permettrait une politique de prix agricoles rémunérateurs pour les petits paysans alors que les prix du bétail sur pied baissent sans profit pour les consommateurs, que les noix, les châtaignes, les pommes se vendent des prix insuffisants à la production et élevés à la consommation. Taxes de guerre et profits capitalistes sont la cause de la vie chère.

Une politique de paix et de progrès social permettrait également la réalisation de constructions de logements qui manquent à Tulle et dans nos chefs-lieux de canton, de dizaines d'écoles, l'implantation d'usines pour un plus grand développement industriel afin de donner un emploi à la jeune génération qui monte.

Trois candidats se présentent au premier tour à vos suffrages. Ils ne vont pas manquer de vous faire de grandes promesses et de vous dire que si ça va mal aujourd'hui, ça ira mieux demain, oubliant de situer les responsabilités et particulièrement les leurs dans les causes de la situation actuelle.

Par delà la diversité de leurs étiquettes politiques et malgré les apparences, ils sont tous complices, ils approuvent ou se réclament tous des hommes, groupements ou formations qui ont contribué à la poursuite de la politique qui nous a conduit à la situation actuelle et qui se retrouvent d'ailleurs dans le gouvernement de Gaulle pour continuer sous une autre forme, la mauvaise politique du passé.

Croyez-vous que des élus « gouvernementaux » seront aptes à vous défendre? NON, ils n'auront pas ce souci. Il faut pourtant œuvrer pour une politique conforme à vos aspirations, aux intérêts de la Nation qui n'est pas une poignée de privilégiés, mais le peuple. Pour cela, il faut à l'Assemblée Nationale de nombreux députés communistes, leur donner une autorité plus grande, des millionsde voix.

Il faut aussi barrer la route à la réaction et réaliser l'union des forces de gauche, des travailleurs, pour faire échec au Capital.

Pour l'avenir de la France,

Pour de meilleures conditions de vie et la paix en Algérie,

Pour défendre les libertés,

Pour la victoire du travail sur les forces réactionnaires appuyées par l'argent,

Pour le développement de Tulle et de sa région, le 23 novembre, votez

Pierre PRANCHERE

Député sortant

Imp. Laravoir, Tulle